

Grexit : la Grèce a choisi la pilule rouge

Au ballet des conséquences L'heure du choix pour le pouvoir européen, les options d'Angela Merkel, François Hollande en position de pivot.

La Grèce a voté. Les Grecs ont choisi de ne pas céder à l'injonction des Institutions, derrière elles des principaux pays créditeurs, d'avoir à voter Oui sous peine d'expulsion de l'Euro.

Ils placent les créditeurs au pied du mur et c'est à eux maintenant de prendre position : sont-ils vraiment prêts à utiliser la BCE pour effondrer le système financier grec et ainsi expulser la Grèce de l'eurozone contre son gré ?

Europe et Démocratie

La question démocratique a été tranchée. La BCE avec soutien de l'Eurogroupe aligné sur la position allemande avait organisé la fermeture des banques et le début de paralysie de l'économie grecque la semaine dernière afin d'inciter les Grecs à "bien" voter. Manipulation et agression économique devaient faire peur aux Grecs et leur mettre le couteau sous la gorge. Raté.

Quoi que l'on pense du partage des responsabilités de ce fiasco entre Grèce et Troïka - et les Grecs ont évidemment une part importante - ces méthodes sont scandaleuses en elles-mêmes. Monsieur Draghi, directeur de la BCE et exécuter des basses oeuvres de l'Eurozone, mériterait de répondre de ses actes devant un tribunal, soit d'abandon du mandat confié à l'institution qu'il dirige de veiller à la stabilité financière des pays de l'eurozone en vue de faire chanter un peuple appelé à se prononcer démocratiquement. Les Grecs étaient soumis à un stress intense. Et pourtant, ils n'ont pas cédé. Indépendamment, encore une fois, des erreurs qu'ils ont pu commettre, il faut du moins les féliciter de cela.

Les inconvénients de l'expulsion forcée

Le choix est entre les mains des créanciers, qui pourraient choisir de mettre à exécution leur menace et expulser la Grèce de l'eurozone. Ce choix n'est cependant pas sans inconvénients :

- Tout d'abord, les pertes financières seraient plus lourdes, la Grèce pouvant choisir de renier l'ensemble de sa dette aux institutions européennes, et derrière elles aux Etats créanciers. Même si une solution intermédiaire ne manquerait sans doute pas d'être définie plus tard lors d'une procédure au contentieux devant des tribunaux internationaux, elle ne pourrait qu'être plus défavorable aux intérêts financiers des créanciers Il serait nécessaire d'expliquer aux contribuables de pays comme Allemagne, France ou Italie comment leurs gouvernants ont pu perdre tant d'argent, que ce soit en personne (Angela Merkel) ou en continuant une politique mise en place par leur prédécesseur (François Hollande, Matteo Renzi)

- La dimension géopolitique est majeure, et inquiète visiblement notamment les Etats-Unis. Le bloc atlantique ne veut pas créer un précédent en "perdant" la Grèce, favorisant un entrisme russe voire chinois dans une Grèce faillie et en conflit ouvert avec ses anciens amis qui l'auraient laissée tomber. Créer un précédent de reflux de l'euro, voire de reflux de l'OTAN, ce serait envoyer un signal qui résonnerait pour longtemps

- Expulser la Grèce serait démontrer par l'exemple qu'un Etat de l'eurozone peut en sortir et dévaluer, ce qui inciterait les marchés financiers à examiner avec une suspicion renforcée la situation des membres de l'eurozone les plus endettés et à l'économie la plus fragile, à commencer probablement par le Portugal dont le taux de refinancement sur 10 ans est déjà deux fois et demie plus élevé que celui de la France. Dans le pire cas, une extension à l'Espagne et à l'Italie serait pensable, sachant que les taux de refinancement de ces pays ont déjà augmenté des trois quarts entre mars et juin 2015, pris dans le mouvement général de remontée des taux sur les obligations d'Etat.

Or, ce qui garantit les dettes de ces pays contre un cercle vicieux de spéculation à la hausse, c'est bien la menace crédible de la part de la BCE de monétiser une partie de la dette de ces pays, si elle était attaquée par les spéculateurs. En pratique, de faire marcher la planche à billets au profit de ces pays. Si cette menace s'avérait vide de sens dans le cas de la Grèce, il n'est pas certain que les marchés financiers soient rassurés par l'explication comme quoi tant qu'Espagne et Italie ne remettent pas en cause la politique d'"austérité" ils demeureront sous protection. C'est que la réaction politique qui s'est produite à Athènes avec l'élection de Syriza pourrait sur le principe tout aussi bien être dupliquée à Madrid ou à Rome ?

En 2008, la banque américaine était considérée comme une institution too big to fail - trop grande pour qu'on la laisse faire faillite. Elle a pourtant fait faillite. Et les conséquences de la révélation du fait qu'une telle chose était possible pour de vrai ont été mondiales. Même s'il existe des raisons de penser que c'est un scénario à faible probabilité, rien ne garantit que la révélation du fait qu'il est possible qu'un pays européen sorte de l'euro et dévalue n'ait pas de conséquences à grande échelle. Il peut d'ailleurs être amusant de rappeler comment se dit "révélation" en grec. Apocalypse.

Les inconvénients de l'abandon de l'expulsion

Refuser toute négociation sur l'allègement et la restructuration de la dette grecque, c'est aller dans le mur, c'est aller vers l'expulsion. Les créanciers pourraient donc chercher à l'éviter. Mais voilà qui peut poser d'autres problèmes, du moins à certains d'entre eux :

- Le problème politique majeur est le risque de la débandade dans la politique économique imposée au niveau de l'eurozone. Si les Etats créanciers acceptent que le gouvernement grec fasse évoluer sa politique économique, cela reviendra à reconnaître que la politique suivie jusque-là était au moins en partie erronée - ce que certains au FMI ont certes reconnu, mais pas l'UE - et surtout ce sera la porte grande ouverte à la remise en cause de cette politique par d'autres pays forcés à des politiques économiques similaires.

Le risque, c'est que l'ensemble de la politique dite "austérité", c'est-à-dire en gros une combinaison de libéralisation de l'économie et de dévaluation interne, soit rapidement détricotée. Dans chaque pays qui a eu à la subir, et qui a souffert en conséquence tout en voyant sa situation s'aggraver, les forces politiques partisans de l'application ont mis en avant l'idée que ce serait la seule politique possible, donc inévitable même si douloureuse. Si cette idée était battue en brèche, s'il suffisait de mettre au pouvoir un parti qui la remette en cause pour s'en débarrasser ou ne serait-ce que la modérer... on peut imaginer quel empressement les électeurs pourraient mettre à

mettre de tels partis au pouvoir. Ce que craignent les dirigeants de l'UE, de Merkel à Renzi en passant par Juncker, Hollande, Draghi et Rajoy, c'est un feu de brousse politique !

Il n'est donc pas surprenant que l'Allemagne notamment ne veuille pas bouger d'un pouce sur la question de la restructuration de la dette. Pour Berlin, bouger ne serait-ce que légèrement serait déjà dangereux politiquement, ce serait déjà donner raison au gouvernement grec. Le laisser appliquer la politique économique souhaitée, ne serait-ce qu'en partie, c'est déjà perdre.

- L'Allemagne subit des pressions internes considérables, notamment du ministre des finances Wolfgang Schäuble obtenant l'assentiment des politiciens de la CDU pour une politique plus rigoriste que celle initialement défendue par la chancelière, mais encore du parti ultra-austérité et eurosceptique AfD qui pourrait s'avérer menaçant pour les prochaines élections si Angela Merkel était vue comme trop « coulante » avec les Grecs et plus généralement les Européens du Sud.

Bien avant cela, tout accord de nouveau financement de la Grèce ou d'abandon de créance pourrait être attaqué devant la Verfassungsgericht, la cour constitutionnelle qui n'a laissé passer les précédents accords européens que de justesse.

- Et puis il y a l'aspect humain. Les relations entre personnes, car les responsables politiques peuvent bien se targuer de professionnalisme, ils sont sans doute aussi capables que les autres de laisser leurs émotions les conduire. Et il existe une incompréhension et un scandale probablement au moins en partie sincère devant le fait qu'un blanc-bec fraîchement élu, un méprisable "populiste" issu d'un pays qu'on a tant aidé, résiste pour de bon à la tutelle que l'on est en droit d'exercer sur lui, élections ou pas.

- Et puis toutes les idées que l'on a trouvé bien utile de laisser se répandre, comme quoi tout serait de la faute de ces tricheurs de Grecs, qui étaient bien pratiques pour justifier la stratégie économique choisie... mais auxquelles on a pu se prendre soi-même à croire. Alors se diriger vers l'expulsion pourrait tout de même être une décision réfléchie, avec pour objectif d'expulser ce pelé, ce galeux, d'où vient tout le mal. Une fois entre nous, entre gens bien et responsables, tout ira mieux, peut-être ? Du moins, ce serait l'idée.

Les positions et le temps de la décision

François Hollande recevra lundi 6 juillet au soir Angela Merkel à l'Élysée. Le communiqué a annoncé « un entretien suivi d'un dîner de travail pour évaluer les conséquences du référendum en Grèce » Ce dîner précède immédiatement un Eurogroupe planifié mardi 7 juillet, qui verra sans doute la décision définitive annoncée. C'est dire que ce dîner sera véritablement crucial. Deux camps se dessinent :

- L'Italie a dit clairement que les négociations doivent reprendre, le gouvernement français aussi. Emmanuel Macron le ministre de l'Economie a été jusqu'à suggérer que les responsabilités de la situation sont partagées entre groupe des créanciers et Grèce et a fait une comparaison bienvenue avec le risque d'un « traité de Versailles dans l'eurozone ». D'autant plus bienvenue qu'elle a de quoi rappeler quelques souvenirs outre-Rhin, notamment les nombreuses remises de dette dont l'Allemagne a bénéficié au XXème siècle suite aux diverses catastrophes qu'elle avait provoquées. Le parti de Nicolas Sarkozy « Républicains » est quant à lui clairement sur la tonalité allemande.

L'influence des Etats-Unis joue dans cette direction. Il ne faut cependant pas surestimer leur influence : la politique de gestion de la crise financière en Europe, de Troïka en memorandum, a été régulièrement critiquée par le gouvernement américain - qui semblait plus proche sur le sujet de la

position française - mais cela n'a pas fait broncher le gouvernement allemand ni les autres partisans de l'austérité.

- En Allemagne, il est impressionnant de constater que même le parti social-démocrate SPD semble totalement aligné sur la position dure qui était celle de Schäuble. Sigmar Gabriel le ministre SPD de l'économie a affirmé que "les négociations sont très difficiles à imaginer", que Tsipras "mène les Grecs sur un chemin de (désespoir)" et qu'il a "rompu les derniers ponts". Il s'agit donc d'un consensus gauche-droite. L'Allemagne est suivie sur cette position notamment par Pologne et Espagne. Vu l'équilibre des forces entre ces deux camps, la position que François Hollande prendra sur ce dossier pourrait bien être décisive. Le président français est dans la position du pivot.

En effet, si Merkel est soutenue par Hollande, elle devrait pouvoir résister aux pressions des Européens favorables à la poursuite des négociations, et donner le feu vert à Draghi pour déclencher le Grexit. Au contraire, si Hollande tient une position ferme comme le premier ministre italien Renzi sur la ligne mise en avant par Emmanuel Macron, il sera très difficile à Merkel de défendre à l'international une décision de Grexit forcé, et alors elle pourrait choisir d'utiliser cette isolation de l'Allemagne comme argument pour convaincre un Parlement allemand qui sera vent debout contre Athènes de donner son accord à la reprise des négociations.

Est-ce Hollande contre toute attente qui détient en réalité la clef de la décision sur le dossier grec ? Il est peut-être dommage que l'agence américaine d'espionnage universel NSA ne publie pas le résultat de ses interceptions. Il serait fort intéressant de prendre connaissance du compte-rendu complet de la conversation d'Angela et François lundi 6 juillet au soir...

Article publié initialement sur le blog Noeud Gordien